

Histoire

# PIERRE MAUROY, PREMIER SECRÉTAIRE DU PARTI SOCIALISTE

Rémi Lefebvre

14/05/2018

**Pierre Mauroy devient premier secrétaire du Parti socialiste lors du comité directeur du 14 mai 1988. Le militant exemplaire, symbole d'un socialisme populaire, celui du Nord, bastion du Parti socialiste, et de l'esprit de parti, a longtemps convoité cette fonction. Trente ans après, le politiste Rémi Lefebvre revient sur cette séquence qui suit la seconde victoire présidentielle de François Mitterrand.**

En juin 1990, deux ans après, Pierre Mauroy confie au journaliste Éric Dupin l'ambiguïté de ce dessein ancien : « C'était un rêve presque inavoué à moi-même<sup>1</sup>. » Il assume néanmoins cette mission dans un contexte très difficile, celui d'une guerre de succession qui exacerbe les divisions au sein du parti. Le premier secrétaire prend en effet en 1988 la direction du Parti socialiste au moment de la période critique ouverte par l'après-Mitterrand, nouveau cycle politique puisque chacun sait désormais que le leadership pour le Parti socialiste est à reconstruire après deux victoires présidentielles. « Cette élection devait être un accomplissement : ce fut une épreuve<sup>2</sup> », écrit Pierre Mauroy dans ses Mémoires.

## Pierre Mauroy, premier secrétaire

Pierre Mauroy aurait pu exercer plus tôt cette fonction mais, jusque-là, elle lui avait toujours échappé. Dans les années 1960, il est le dauphin présumé de Guy Mollet à la SFIO. En 1969, il est écarté d'une voix du secrétariat général du Nouveau Parti socialiste au profit d'Alain Savary. La fonction lui échappe encore deux ans plus tard lorsqu'il est conduit à s'effacer pour laisser la place à François Mitterrand en 1971. C'est contre l'avis de ce dernier qu'il devient premier secrétaire en 1988. Le Parti socialiste échappe à François Mitterrand à partir de sa réélection de 1988 et le courant mitterrandiste éclate dans une lutte fratricide Fabius/Jospin que Pierre Mauroy cherche, en vain, à apaiser.

Une bataille interne sans merci s'était engagée dès l'élection présidentielle de 1988 pour le contrôle de la direction du parti, condition alors perçue comme nécessaire pour pouvoir prétendre un jour

être le candidat du Parti socialiste à l'élection présidentielle. La question du contrôle du parti pouvait apparaître depuis 1981 comme un enjeu relativement secondaire (ce qui ne veut pas dire que, dans certaines fédérations, il n'a pas revêtu une acuité particulière, notamment là où les rocardiens étaient majoritaires). Elle reprend toute son importance avec la réélection de François Mitterrand, qui place au cœur de l'agenda partisan la question de sa succession. Les enjeux de pouvoir les plus saillants se déplacent dans l'arène partisane, fortement réinvestie. Comme le note Éric Dupin d'une juste formulation, « le parti du pouvoir devient le théâtre d'une intense bataille pour le pouvoir dans le parti<sup>3</sup> ».

Les relations entre Laurent Fabius et Lionel Jospin n'ont cessé de se dégrader depuis la conduite de la campagne législative de 1986, durant laquelle le président de la République a arbitré en faveur du Premier ministre. Au congrès de Lille en 1987, une majorité constituée de mitterrandistes (courant A) et de mauroyistes (courant B) est reconduite. En 1988, Lionel Jospin souhaite mettre un terme à ses activités dirigeantes à la tête du parti. La place de premier secrétaire est donc vacante. Très tôt, François Mitterrand marque sa préférence pour Laurent Fabius. Le maire de Lille, quant à lui, n'envisage au début de n'être candidat que si son nom fait consensus. Malgré des hésitations dans son propre camp<sup>4</sup>, il est encouragé par des proches comme Gérard Collomb ou Gilles Johanet, qui l'incitent à maintenir sa candidature malgré l'absence d'adoubement présidentiel. La mobilisation contre la candidature de Laurent Fabius est en effet très forte. C'est au nom de l'unité à préserver, en question dans cette conjoncture selon lui, que Pierre Mauroy brigue ainsi la candidature à la direction du parti<sup>5</sup>. Il est surpris<sup>6</sup> de voir autant de mitterrandistes le pousser à devenir premier secrétaire. Lors d'un échange à Rouen avant le premier tour de la présidentielle, Pierre Mauroy et Laurent Fabius s'informent mutuellement de leur projet de candidature. Une entrevue entre le maire de Lille et le président a lieu immédiatement après la victoire présidentielle de 1988. François Mitterrand lui propose la présidence de l'Assemblée nationale. Pierre Mauroy marque sa préférence pour la rue de Solférino. Il prétend incarner, à la différence de Laurent Fabius, « une certaine tradition de la social-démocratie en France » et, dans le contexte de l'ouverture aux centristes, plaide pour le maintien de « cette continuité dans laquelle se reconnaît la plus grande partie des militants<sup>7</sup> ». Pierre Mauroy précise alors qu'il n'ira pas contre la volonté de François Mitterrand, mais ce dernier ne l'exprime pas clairement : « Il faudra en reparler<sup>8</sup>. » Officieusement, il soutient cependant l'hypothèse Fabius.

La candidature de Laurent Fabius annoncée par une dépêche à l'AFP le 10 mai 1988 provoque des remous dans le parti. Henri Emmanuelli est convaincu qu'elle suscitera de nombreux refus dans la motion Mauroy-Jospin et encourage Pierre Mauroy à aller jusqu'au bout, de même qu'André Laignel, autre mitterrandiste historique. Les pointages dans les fédérations réalisés par Daniel Vaillant et Jean-Marie Le Guen lui sont plutôt favorables. Lionel Jospin ne veut pas (encore) prendre

personnellement la tête de la croisade contre Laurent Fabius mais donne crédit à la candidature de Pierre Mauroy. Le 11 mai, ce dernier adresse une lettre au président reproduite dans ses *Mémoires*. Il invoque le soutien de mitterrandistes historiques et en appelle à « une identité confirmée de leur parti<sup>9</sup> ». Les jospinistes diffusent cette lettre à l'AFP pour empêcher que Pierre Mauroy ne fasse machine arrière<sup>10</sup>. Dans ses *Mémoires*, il écrit : « J'ai bien conscience d'ouvrir avec François Mitterrand un nouveau désaccord. J'espère encore qu'il réglera par l'un de ces acquiescements tacites dont nous sommes familiers. Ce ne sera pas le cas<sup>11</sup>. » La majorité du parti est sans doute favorable au maire de Lille, qui disposerait du soutien du courant Rocard. Mais la règle en vigueur au Parti socialiste est que le candidat au poste de premier secrétaire est présenté par la motion majoritaire. Le candidat doit donc être désigné au préalable au sein de cette motion, ce qui conduit à un affrontement direct entre les deux postulants déclarés. Concrètement, les membres de la motion AB du comité directeur sont appelés à se prononcer. Le vote, très incertain, a lieu au Sénat dans la nuit du 13 au 14 mai 1988, précédé d'une campagne faite de tractations, pressions et tensions. Pierre Mauroy peut compter, outre les appuis précédemment évoqués, sur le soutien d'une partie des anciens conventionnels comme Louis Mexandeau ou Claude Estier. Une initiative prise par Pierre Joxe, sans doute avec l'aval de François Mitterrand, va jouer un rôle décisif. Il demande aux deux candidats de renoncer au profit d'un troisième et suggère Louis Mermaz. Pierre Mauroy appuie la démarche en invoquant l'unité du parti, et accepte donc de s'effacer. Laurent Fabius refuse de se retirer. Le vote a donc lieu. L'attitude « positive » et constructive de Pierre Mauroy a permis de lui rallier une partie des conventionnels indécis. Il est désigné candidat par 63 voix pour et 54 contre et devient, cette première étape franchie, naturellement premier secrétaire à l'unanimité du comité directeur<sup>12</sup>.

## Des premiers mois difficiles

Le premier secrétaire cherche à sauvegarder un équilibre politique, entre soutien au gouvernement et ancrage du parti à gauche dans un contexte difficile et inédit pour le Parti socialiste. Le 14 mai, lors du comité directeur, Pierre Mauroy s'adresse à Lionel Jospin : « Il faut un PS à gauche qui soutienne l'action du président de la République et du gouvernement, et qui élargisse également son influence. Il n'y a pas de contradiction à s'ouvrir vers le centre et à rester socialiste. Notre parti repose sur des équilibres. Je compte bien sur la collaboration de tous<sup>13</sup>. »

Durant de longs mois, le président refuse de voir le nouveau premier secrétaire, dont la légitimité est fragile puisqu'elle procède de la division des mitterrandistes. La presse présente l'élection du premier secrétaire comme un véritable acte de rébellion d'une fraction du courant majoritaire contre François Mitterrand. S'engage ainsi une dynamique qui va conduire à l'éclatement de la composante qui a vertébré le Parti socialiste en prenant en charge sa reconstruction depuis 1971.

La situation est d'autant plus délicate politiquement que Pierre Mauroy prend quelque distance avec « l'ouverture » et se porte garant, dans une période déstabilisante pour l'identité du parti, des fondamentaux socialistes comme l'Union de la gauche. Entre les deux tours des élections législatives, il élabore ainsi avec Bernard Roman un texte en nette rupture avec la stratégie de l'ouverture. À la tête du parti, le maire de Lille met l'accent sur l'organisation du parti, le développement des réseaux associatifs et la communication (avec l'hebdomadaire *Vendredi* dont la responsabilité est assurée par Bernard Roman). Il s'entoure à la direction de proches de Lionel Jospin (Henri Emmanuelli, Daniel Vaillant, Gérard Le Gall, Jean-Jack Queyranne) et d'un fabiusien, Marcel Debarge. Il plaide pour un « socialisme de transformation » contre « un socialisme de gestion<sup>14</sup> ».

Si le dialogue avec le président de la République et la confiance sont assez vite rétablis, la rivalité Fabius/Jospin s'exacerbe à mesure qu'approche le congrès de Rennes, qui va constituer une épreuve terrible pour le maire de Lille<sup>15</sup>.

1. Éric Dupin, *L'Après-Mitterrand*, Paris, Calmann-Lévy, 1991.
2. Pierre Mauroy, *Mémoires*. « Vous mettez du bleu au ciel », Paris, Plon, 2003, p. 339.
3. Éric Dupin, *L'Après-Mitterrand*, Paris, Calmann-Lévy, 1991.
4. Entretien avec Bernard Roman, novembre 2015.
5. Pierre Mauroy, *op. cit.*, p. 334.
6. Éric Dupin, *op. cit.*, p. 21.
7. Pierre Mauroy, *op. cit.*, p. 335.
8. Ibid.
9. Pierre Mauroy, *op. cit.*, p. 336.
10. Entretien avec Bernard Derosier, novembre 2015.
11. Pierre Mauroy, *op. cit.*, p. 337.
12. Quelques photographies des responsables présents sont disponibles sur le site Internet [archives-socialistes.fr](http://archives-socialistes.fr)
13. *Le Poing et la Rose*, n° 364, mai 1988.
14. *Libération*, 30 juin 1989.
15. Voir Rémi Lefebvre, *Pierre Mauroy, premier secrétaire à l'épreuve de la présidentialisation du Parti socialiste*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2017.